Christian Topalov

à l'attention du conseil de laboratoire du CMH

(octobre 2008)

MES CHANTIERS ACTUELS

Trois chantiers sont en cours et seront développés dans les années à venir. Deux d'entre eux impliquent des collaborations internationales d'une certaine ampleur, dont j'assure la responsabilité scientifique : d'une part, une enquête sur la sociologie des réseaux réformateurs et scientifiques en Europe (fin XIXe-XXe siècles), qui poursuit et élargit un travail personnel et collectif plus ancien qui portait sur la France des années 1880-1914 ; d'autre part, le programme « les Mots de la ville », dont le principal objectif, aujourd'hui atteint, est la production d'un dictionnaire historique des lexiques urbains dans huit langues. Mon troisième chantier est plus personnel : il concerne le développement de mes travaux d'histoire et sociologie des sciences sociales.

1. Une sociologie des réseaux réformateurs et scientifiques en Europe, fin XIXe-XXe siècle

Ce chantier a été engagé il y a une douzaine d'années – quand j'élargissais mes travaux sur la question urbaine et celle du chômage – en constituant un groupe de chercheurs désireux de contribuer à une sociologie du monde des réformateurs français au début de la Troisième République. Cette première la recherche a abouti en 1999 à la publication d'un ouvrage collectif (*Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*. Paris, Editions de l'EHESS, 1999, 574 p). Poursuivi depuis en mineur par la mise en place de grosses bases de données en vue d'une analyse de réseaux, ce chantier va maintenant rebondir avec un projet international important (Europhil) retenu par l'Agence nationale pour la recherche et dont la mise en oeuvre va commencer début 2009.

J'ai d'abord travaillé à un tel projet en collaboration avec des collègues du CSU (Françoise Battagliola et Susanna Magri) et plusieurs doctorants, dans la perspective d'associer des chercheurs d'autres institutions lorsque la méthode aurait fait ses preuves. La première étape a été la mise au point d'un outil assurant

une saisie confortable et sûre de données portant sur des dizaines d'institutions et des milliers d'individus, ainsi qu'un interface efficace avec les logiciels d'analyse de telles données. Nous utilisons un logiciel puissant de base de données relationnelles (4e dimension) qu'il a fallu développer en fonction de nos besoins spécifiques. Avec mes collègues du CSU, nous constituons une base de données concernant les réformateurs français (parisiens surtout) dans la période 1889-1914. Je travaille par ailleurs à une base de données concernant les réformateurs new-yorkais à la même époque. La saisie des données a commencé depuis environ six ans et j'ai commencé les premières analyses sur la base de données new-yorkaise en janvier 2002 en utilisant Ucinet.

Ce chantier empirique a été relancé et élargi par la mise en place d'un réseau international de chercheurs intéressés par nos hypothèses. Il a pris forme à la suite d'un colloque tenu à Londres aux Archives Rothschild en 2005 sur la philanthropie européenne et de la mise au point d'un projet de recherche en coopération. Soumis à l'ANR en mars 2008 sous ma responsabilité scientifique, ce projet (Europhil) se propose d'étudier les réseaux philanthropiques dans plusieurs villes européennes : Londres, Paris, Bâle et Genève (fin XIXe -début XXe siècles). Fortement interdisciplinaire, il réunit trois équipes de sociologues et historiens – Pour Paris: C. Topalov (EHESS et CNRS), F. Battagliola, S. Magri (CNRS), S. Baciocchi (EHESS), C. Lemercier (EHESS et ENS), G. Noiriel (EHESS) – Pour Bâle et Genève: T. David, M. Mazbouri, J.M. Schaufelbuehl (U. de Lausanne), B. Schumacher (Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft) – Pour Londres: K. Weber (Royal Holloway et The Rotschild Archive), Peter Mandler (U. de Cambridge), Bernard Harris (U. de Southampton), C. Soulié (The Rotschild Archive), R. Liedtke (U. Giessen). En outre, Chris Leonard (Maastricht U.) coordonnera la recherche sur les congrès philanthropiques internationaux.

Nous considérons ici les familles, groupes et sociétés philanthropiques comme des milieux sociaux. Divers de nombreux points de vue (base sociale, religion, politique, objectifs), ils entretenaient des relations complexes de concurrence et de coopération. Cependant, en dépit des leurs différences ou oppositions, ils partageaient certaines convictions, des méthodes d'action, un langage en partie commun. Nous voulons étudier comparativement les individus, les institutions et les réseaux qui constituaient ces milieux philanthropiques. Nous avons choisi des villes comme unités d'observation car elles étaient à cette époque des acteurs collectifs puissants et une bonne échelle pour analyser la sociabilité des classes moyennes et supérieures. Nous voulons aussi étudier les institutions, relations et réseaux transnationaux dans lesquels ces villes étaient impliquées.

Un des aspects originaux de ce projet est de combiner les approches comparatives et celles de l'histoire croisée, mais aussi des outils statistiques relativement sophistiqués avec des méthodes inspirées de l'ethnographie et de la micro-histoire pour analyser et interpréter de vastes bases de données. Une autre originalité du projet est son ambition. Beaucoup de travaux existent déjà sur certaines institutions ou groupes du monde de la philanthropie. Nous pensons qu'il est temps de s'engager dans une nouvelle étape. Nous voulons mettre au point et nourrir une série de bases de données dans lesquelles seront accumulées des informations aussi complètes que possible sur les institutions et individus impliqués dans les activités philanthropiques. Cela permettrait de renouveler la connaissance du fonctionnement de ces milieux qui furent (le sachant ou non) à la racine à la fois des Etat-Providence nationaux et d'une longue tradition d'associationnisme qui fut longtemps rendue invisible et se trouve maintenant redécouverte. Ce projet contribuerait à accumuler des données nominatives sur les élites urbaines à une échelle européenne, données utilisables par la suite à partir d'autres préoccupations. Il procurerait des outils pour explorer d'autres types de réseaux sociaux vastes et organisés en institutions à d'autres époques, jusqu'à aujourd'hui.

Nous utilisons ici le mot « philanthropie » dans un sens large, qui comprend à la fois les initiatives charitables et des projets plus vastes, y compris ceux qui visaient à des réformes des politiques publiques et de la société. Les années 1880-1920 sont une période cruciale : 1/ ce fut une époque d'intense activité pour les philanthropes et l'initiative privée (individuelle ou collective) en matière sociale, 2/ la « question sociale » du XIXe siècle était en voie d'être redéfinie et décomposée en une série de « problèmes sociaux » distincts, traitables scientifiquement, 3/ le rôle croissant des pouvoirs publics locaux et centraux appelait une nouvelle division du travail entre initiative publique et privée. C'était le début d'une nouvelle ère, comme aujourd'hui où la philanthropie – les « ONG » – revient au centre de l'arène publique. Notre projet espère être une contribution forte au nouvel intérêt qui s'exprime à l'échelle internationale pour les dynamiques de l'associationnisme.

Du point de vue méthodologique, nous combinerons cinq approches : 1/ La prosopographie (ou biographie collective): des informations biographiques (abondantes ou minimales) seront collectées sur chaque individu de la base, pour une analyse quantitative et qualitative ; 2/ La biographie (trajectoire détaillée): pour certains personnages importants ou jugés typiques ; 3/ Les analyses de réseaux (entre individus et entre institutions) seront un moyen privilégié pour éclairer la structure sociale des milieux philanthropiques, ce qui n'a jamais été réalisé auparavant ; 4/ Les méthodes comparatives : la condition essentielle pour

comparer les structures apparues dans les études de villes est de s'assurer de la comparabilité des données recueillies et de la connectabilité des outils ; 5/ Les méthodes de l'histoire croisée : étude des congrès internationaux, des groupes philanthropiques et réformateurs multinationaux et, en particulier, la circulation des idées et des hommes en matière de réforme du logement.

2. Les mots de la ville

Mes recherches sur la genèse de la catégorie de « chômage » m'avaient fait comprendre que l'attention au langage des acteurs non seulement permettait d'éviter l'anachronisme qui projette sur le passé nos catégories du présent, mais que « faire l'histoire d'un mot, ce n'est jamais perdre sa peine » (Lucien Febvre). Les lexiques du chômage et leurs transformations montrent des écarts entre usages, des moments d'innovation rapide, les canaux de la diffusion de celles-ci et les lieux des résistances. Ils constituent des traces fines des luttes de classement par lesquelles le « problème » était énoncé et donc constitué en objet de science et d'action possibles.

Un questionnaire analogue peut être appliqué aux mots qui désignent les villes et leurs différentes parties. Depuis fort longtemps, voyageurs et ethnologues, géographes et historiens, lexicographes et linguistes ont recueilli des « mots de la ville » à partir de traditions ou témoignages oraux et de corpus écrits. Des trésors ont été ainsi rassemblés, le plus souvent de manière dispersée et en marge d'autres préoccupations. Il est rare qu'ils soient mis à profit autrement que pour dresser des listes assorties de définitions. L'observateur parfois s'attache à la langue, sa richesse, son évolution, ses particularités et guère aux objets du discours. Parfois, à l'inverse, l'attention porte sur ceux-ci et l'on a tôt fait de postuler que les mots désignent simplement des choses qui sont là avant d'être nommées. Pourtant, si le langage nous offre un accès fécond et original aux dynamiques sociales qui font la réalité des villes, c'est qu'il implique un *système* classificatoire: les mots s'inscrivent dans des jeux d'oppositions et de différences. Ils opèrent des classements de territoires, en les découpant, en les regroupant, en les qualifiant. Sur ces opérations, l'accord n'est jamais assuré car, à tout moment, il existe des registres de langue distincts pratiqués par des locuteurs situés en des points différents de l'espace social. Leurs mots, semblables ou différents, prennent sens dans des contextes discursifs marqués par des intentions hétérogènes: une visée organisatrice à l'un des pôles et, à l'autre, une négociation permanente des sens en fonction des situations. La langue commune, qui ne l'est jamais entièrement, enregistre au cours de son histoire les issues, durables ou provisoires, d'initiatives langagières dont les origines sont diverses et entre

lesquelles les écarts sont de règle et les tensions permanentes. Les mots de la ville ne sont pas le reflet d'une réalité « objective », ils contribuent à la constituer symboliquement et, parfois, pratiquement.

Le point de vue s'enrichit encore si l'on prend en compte la pluralité des langues. De la même façon que les simples lexiques, à l'intérieur d'une même aire linguistique, ne permettent pas de dégager des systèmes, les tentatives d'équivalence « mot à mot » entre termes servant à nommer, dans différentes langues, la ville et ses territoires sont décevantes. L'idée d'un glossaire universel, qui esquive toute démarche proprement comparatiste, se double généralement de la croyance que, dans chaque aire linguistique comme d'une aire à l'autre, un langage technique ou savant serait le langage de tous et aurait la capacité de traduire pour chacun les mêmes valeurs pratiques et culturelles. Elle postule aussi que, dans les relations entre aires linguistiques ou pays, une langue véhiculaire, c'est-à-dire dominante, puisse être une *lingua franca*: le français avait encore cette prétention au début du XXe siècle, l'anglais (américain) l'a remplacé depuis au moins la Seconde Guerre mondiale. Lorsque les courants d'échanges internationaux entre spécialistes de l'aménagement urbain se développent et s'institutionnalisent, dans des situations de type colonial aussi, cette idée devient « naturelle » chez des locuteurs tenus de pratiquer couramment la traduction (à la fois « impossible » et nécessaire) ou le bilinguisme. Un nouveau champ s'ouvre ici à l'enquête, celui des effets de domination complexes où l'imposition de termes standards s'accompagne de multiples adaptations « régionales » de ceux-ci.

Ni dans une aire linguistique particulière ni à l'échelle du concert des nations, les mots de la ville ne se décrètent. Bien entendu, il est fréquent qu'un pouvoir technique ou politique entreprenne de le faire, notamment en élaborant de nouvelles nomenclatures administratives qui vont s'inscrire de diverses façons dans la vie quotidienne et les façons de dire des populations. Néanmoins, les mots de la ville se forment et se déforment, se déplacent, perdurent, s'adaptent, s'effacent et s'oublient selon des rythmes variables et selon des processus où savoirs populaires et parlers quotidiens jouent un rôle qu'il est nécessaire de mieux évaluer, où interviennent des transferts et des traductions, des « inventions » et des impositions, des adaptations et des sédimentations. Si les mots de la ville relèvent autant d'une pluralité de registres que d'une langue commune, on peut les regarder comme le théâtre et le résultat d'une série de batailles de classification. Cela invite à remonter le temps pour donner sens aux inscriptions de ces batailles dans la langue d'aujourd'hui, mais aussi à travailler sur le passé comme tel: les solutions qui l'ont emporté n'étaient alors que l'un des chemins possibles et les dénominations perdues et oubliées nous en disent beaucoup sur les enjeux de l'évolution de la langue.

Le programme CNRS-UNESCO « Les Mots de la ville », dont j'ai assuré la direction scientifique avec Jean-Charles Depaule, anthropologue et spécialiste du monde arabe, s'était donné pour objectif de transformer ces questions en une série d'enquêtes empiriques réalisées par des équipes françaises et étrangères sur un assez grand nombre de langues. Il en est résulté une série d'ouvrages publiés ou en préparation dans la collection « les Mots de la ville », que je dirige avec J.-C. Depaule aux Editions de la Maison des sciences de l'homme : « Nommer les nouveaux territoires urbains » (sous la direction de Hélène Rivière d'Arc, 2001); « Les divisions de la ville » (sous la direction de Christian Topalov, 2002); « Parler en ville, parler de la ville. Essais sur les registres urbains » (sous la direction de François Leimdorfer et Paul Wald, 2004); « Les lexiques de la stigmatisation urbaine » (sous la direction de Jean-Charles Depaule, 2006); « La ville et les catégories de l'urbain » (sous la direction de Brigitte Marin, à paraître en 2009).

Le Trésor des mots de la ville et son « livre compagnon »

En 2000 nous avons lancé, sous ma direction scientifique d'ensemble, un nouveau projet visant à élaborer un dictionnaire historique plurilingue: le « Trésor des mots de la ville ». Il prendra la forme d'un fort ouvrage constitué d'une série de notices substantielles mais brèves (deux pages en moyenne) portant chacune sur un « mot de la ville » jugé important par sa place dans la langue considérée, l'intérêt des objets auxquels il réfère, les problèmes sémantiques et historiques qu'il pose. C'est donc la pertinence et nullement l'exhaustivité qui est visée. L'objectif n'est pas de mettre des mots en équivalence d'une langue à l'autre à la manière des glossaires, mais de permettre au lecteur d'observer comment ces langues organisent diversement des objets analogues. La description de la variabilité des lexiques est au centre de l'entreprise: variabilité dans le temps et entre registres pour une même langue, variabilité entre langues. Cette notion est donc placée au principe de la construction des notices et de l'ouvrage dans son ensemble: pour mettre en lumière les opérations de catégorisation pratiquées par la langue, on s'attache à comparer l'organisation des mêmes champs sémantiques dans diverses langues; pour étudier historiquement la circulation des mots entre langues, on montre comment un même mot peut être utilisé et transformé par diverses langues; pour réfléchir aux problèmes de la traduction, on décrit dans les notices des solutions en contexte.

L'option de réaliser un dictionnaire plurilingue a posé le problème difficile du choix des langues. Nous l'avons abordé en tenant compte du public francophone visé, de la géographie des réseaux de recherche dont nous disposions et de notre intérêt pour la circulation des mots entre les langues. Nous

avons retenu sept langues européennes, importantes par le nombre de leurs locuteurs: l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le français, l'italien, le portugais, le russe. Pour plusieurs d'entre elles, nous avons introduit certaines de leurs variantes d'autres continents: anglais des Etats-Unis, espagnols d'Amérique (principalement Argentine, Pérou et Mexique), français du Québec, portugais du Brésil. En outre, nous avons retenu l'arabe afin de travailler sur une aire de circulation linguistique dense et proche: la Méditerranée.

L'entreprise, qui rassemble 160 auteurs, a abouti à la rédaction de quelque 260 notices, toutes achevées, soigneusement révisées et traduites en français aujourd'hui. Le manuscrit, dont le volume atteint quatre millions et demi de signes et qui comprend un système élaboré de renvois et d'index, a été accepté par Robert Laffont et sera publié en 2009 dans la collection « Bouquins ». Nous avons retenu ce très solide éditeur commercial en vue d'assurer à l'ouvrage une large diffusion. Une campagne est prévue pour faire connaître aussi largement que possible cette importante publication. Elle comprendra sans doute un colloque scientifique international.

D'ores et déjà, deux éditions sont en cours de préparation à l'étranger : une édition en Italie des notices concernant l'italien, une autre au Brésil concernant l'espagnol et le portugais. Les premiers contacts ont été pris aux Etats-Unis pour intéresser un éditeur universitaire, première étape pour la demande de subventions en vue d'une traduction complète en langue anglaise.

L'équipe de pilotage du Trésor, qui comprend Laurent Coudroy de Lille (Paris 12), Jean-Charles Depaule (LAU-CNRS) et Brigitte Marin (Université de Provence) prépare en parallèle un ouvrage « compagnon du Trésor » qui présentera des travaux qui constituent des exemples d'utilisation des matériaux contenus dans le Trésor : études comparatives sur les systèmes lexicaux de diverses langues, études sur la circulation des mots de langue à langue, études, enfin, sur les problèmes soulevés par la traduction. Les différents chapitres de ce livre ont été présentés et discutés, pour certains d'entre eux à plusieurs reprises, dans le cadre de mon séminaire de l'EHESS sur « Les Mots de la ville » en 2006-07 et 2007-08. L'ouvrage trouvera sa place dans notre collection aux Editions de la Maison des sciences de l'homme.

3. Les sciences sociales et la ville

C'est le troisième chantier de ces dernières années et des années à venir. Si les sciences sociales ont partie liée avec la réforme, elles sont aussi et d'abord des constructions cognitives. De celles-ci, on peut tenter de faire une sociologie dans la manière inventée par les *sciences studies* britanniques et américaines pour les

sciences de la nature. Des compétences accumulées au fil des années, mes travaux sur la réforme urbaine et mes responsabilités pédagogiques à l'EHESS m'ont conduit à entreprendre une enquête au long cours sur les approches de la ville par les sciences sociales.

Quand il s'agit de ville, on croit toujours savoir de quoi l'on parle. Les espaces urbains sont en effet constitués comme évidence dans tous les registres de la pratique sociale: celles des citadins, celles des aménageurs, celles des savants. Seulement, c'est rarement de la même ville qu'il s'agit, y compris dans l'univers des discours savants car, au fil des conjonctures disciplinaires et nationales, les modalités de construction de la ville comme objet de science varient profondément et significativement. Lorsqu'elles construisent leur ville, les sciences sociales choisissent diversement les aspects de la société qu'elles vont spatialiser, et tout aussi diversement les formes de leur spatialisation. Ces choix impliquent un projet qui, sous des modalités variables à l'extrême, articule deux registres distincts.

Le premier, le projet cognitif, se donne en général explicitement: il s'agit de science, d'une science qui se définit à un moment donné dans le contexte d'une discipline particulière au sein d'un ensemble plus vaste de disciplines parentes, alliées, concurrentes. L'innovation scientifique doit être lue dans l'espace social et intellectuel ainsi constitué, dont les propriétés peuvent être reconstruites par une enquête dont l'étude du texte lui-même n'est que l'un des moments. L'une des questions à explorer est celle de savoir pourquoi, dans une conjoncture donnée, la discipline considérée entreprend de spatialiser son objet, et donc de parler de ville.

C'est ici qu'une seconde dimension de l'entreprise savante peut être utilement prise en compte: le projet pratique qui la sous-tend ou, du moins, en relation avec lequel elle trouve une part de son intelligibilité. La question ainsi formulée n'implique pas que toutes les oeuvres, aux yeux de leur auteur, auraient l'action pour finalité ultime. Les modalités d'insertion du monde savant dans la société sont historiquement diverses et socialement réglées: toute les recherches portant sur la ville ne relèvent pas de l'expertise en vue de la réforme. On peut penser néanmoins qu'un aspect souvent inaperçu de la construction d'objet est une orientation du regard, une posture, un choix d'échelle et de registre de causalité qui ne sont pas sans rapport avec les exigences pratiques du temps: énoncés de la question sociale, catégories offertes à l'action administrative, affrontements politiques. De telles relations ne peuvent relever ni du postulat, ni de l'interprétation de textes, elles doivent être établies par une enquête historique

méticuleuse sur les espaces de la pratique et sur leurs rapports avec ceux du savoir.

Mes travaux dans ce vaste domaine ont pris, pour une part, la forme d'un séminaire entrepris en collaboration avec Bernard Lepetit et poursuivi depuis le brutal décès de celui-ci. Les principales publications collectives issues de ce programme furent un ouvrage publié en 2001 (*La ville des sciences sociales*. Paris, Belin, 409 p.) et un numéro de la revue *Genèses* en 2005 ("La ville des savants". *Genèses*, n° 60).

Des sociologues et des villes : Booth, Halbwachs, Park et Burgess (recherches personnelles en cours depuis 1996)

En parallèle avec mes entreprises collectives sur « la ville des sciences sociales », j'ai développé des travaux d'histoire et de sociologie des sciences autour d'une série d'œuvres qui se trouvèrent considérées rétrospectivement comme fondatrices dans le domaine de la sociologie des villes.

Il s'agit d'abord d'une série de recherches sur Maurice Halbwachs. Les premières portèrent sur la période au cours de laquelle le jeune philosophe ami de Simiand, disciple de Durkheim et aide fidèle du socialiste normalien Albert Thomas préparait ses thèses de droit (1909) et de lettres (1912). Un article dans les *Annales* (1997) fut l'occasion d'expérimenter, à propos de sa thèse sur *Le prix des terrains et les expropriations à Paris*, une méthode d'analyse visant à reconstruire un programme intellectuel à partir des conversations dans lesquelles se trouvait pris le jeune savant : à l'université avec les historiens et les économistes, hors de l'université avec les socialistes municipaux et, à travers eux, les urbanistes. La découverte archivistique de photographies prises par Halbwachs à la Cité Jeanne-d'Arc pour l'*Humanité* (1908) et l'utilisation de ses carnets d'Ecole normale (1899-1900) pour documenter ses activités philanthropiques et ses promenades dans Paris me permit d'observer notre auteur dans d'autres activités que celles retenues par l'histoire des idées sociologiques (*Genèses* 1997), tandis que la mise en série des aspects formels de ses thèses me permit de comparer les modes d'établissement des faits et les rhétoriques de la preuve qui s'y déployaient (*RHSH* 1999). Les opérations effectuées sur les données statistiques mettaient en oeuvre une conception de la causalité et des procédures expérimentales qu'avait formalisées François Simiand et qui avaient pour effet un effacement du temps historique, des agencements spatiaux et de la singularité. Les autorités mobilisées à l'appui de l'argument appartenaient pour l'essentiel aux réseaux intellectuels constitués par l'*Année sociologique* et le socialisme normalien. Les représentations collectives attribuées à la classe ouvrière étaient expliquées en dernière analyse par des

évidences empruntées aux milieux de la réforme du logement. Prendre en considération la double appartenance du sociologue à des communautés savante et séculière permet ainsi de rendre compte du contenu de ses deux œuvres de jeunesse.

J'ai poursuivi plus récemment mon travail sur Halbwachs en enquêtant sur son séjour de l'automne 1930 à l'université de Chicago, grâce à des sources exceptionnelles : les deux articles savants écrits à l'occasion de ce voyage, la correspondance avec sa famille au cours de son séjour et une série de huit brefs articles qui furent publiés dans le quotidien lyonnais le *Progrès* sous le titre « Lettres des Etats-Unis », relation de voyage anonyme (elle est signée « M.H. ») passée inaperçue jusqu'ici, dont j'ai publié une édition critique (*Genèses* 2005). Halbwachs rencontra à Chicago à la fois une vaste métropole nord-américaine et des sociologues qui en avaient fait leur objet d'étude. Il écrivit à son retour « Chicago, expérience ethnique », un article dont nos sources permettent d'observer de façon quasiment ethnographique l'élaboration, au fil des déplacements de l'observateur dans la ville comme dans les textes et conversations qui lui en proposaient des analyses. Comment le sociologue durkheimien intégra-t-il cette « expérience » d'une ville dont la population était largement faite d'immigrants récents de multiples origines, dans sa théorie, formée dès la fin des années 1910, de l'intégration problématique du groupe socio-économique ouvrier à l'ensemble urbain ? L'enquête présentée ici permet à la fois d'interroger ce qu'un savant voit au cours d'un voyage lointain et la façon dont les formes de l'expérience de l'homme social s'articulent avec les schèmes analytiques du sociologue (*Annales* 2006). Un autre article (*RFS* 2006) examine la façon dont Halbwachs a circulé parmi les réseaux universitaires de Chicago et, en particulier, les interactions qu'il a eues avec les sociologues. Le sociologue qui l'invita fut William F. Ogburn, le promoteur des études quantitatives au sein d'un département alors profondément divisé entre les partisans des « études de cas » et ceux des « statistiques ». L'année 1930 fut précisément le moment où les seconds l'emportèrent sur les premiers lors d'une réorientation globale de la politique des fondations Rockefeller et des autorités de l'Université. Halbwachs tenait en faible estime les travaux de Park, Burgess et de leurs élèves : leurs études « concrètes » et « pittoresques » n'étaient pas, à ses yeux, oeuvre de science, mais analogues aux observations des explorateurs et missionnaires qui fournissaient leur matériel aux vrais savants, les ethnologues de cabinet. Halbwachs n'envisageait pas que cette division du travail pût être remise en cause. Cet ensemble de travaux va donner lieu bientôt à une édition critique de l'ensemble des écrits et correspondances de Halbwachs lors de son séjour aux Etats-Unis (proposée aux Editions de l'EHESS).

D'autres recherches ont porté sur les sociologues de Chicago dans les années 1920, principalement Robert E. Park, Ernest W. Burgess et leurs élèves, dont je me suis efforcé de resituer systématiquement les travaux dans le cadre des programmes des fondations Rockefeller qui les finançaient et des interactions entre les sociologues et le monde de la réforme urbaine, tout particulièrement les activistes du travail social. Un ample dépouillement des papiers de Park et de Burgess à l'université de Chicago et des archives du Local Community Research Committee au Rockefeller Archive Center (Sleepy Hollow, N.Y.) a été à la base de ce travail, actuellement en cours de rédaction – à l'exception d'un article déjà publié sur l'enquête exemplaire de Harvey Zorbaugh sur le Near North Side de Chicago (*ARU* 2003), d'une étude sur la méthode de cet élève de Park à partir des archives de son enquête (*Genèses* 2007) et d'un travail approfondi sur la genèse de l'étiquetage scientifique « urban sociology » (*AS* 2008).

Puisque les réceptions des œuvres font partie de celles-ci, je me suis attaché à comprendre comment s'est formée la notion, absente à l'époque de Park et Burgess, qu'il a existé alors une « école de Chicago ». Cette construction est apparue par la suite en plusieurs périodes (en 1950, au milieu des années 1960 et au début des années 1990) en fonction des besoins du moment et selon des définitions qui ont elles-mêmes varié : c'est un exemple assez remarquable des usages stratégiques de l'histoire des disciplines. L'assertion de l'existence d'une « école » est une des modalités de la formation des traditions scientifiques en sciences sociales – de ces références et *exempla* par lesquels les savants se dotent d'outils, organisent ceux-ci en ensembles cohérents et renforcent leur légitimité en les munissant d'autorités. Ces traditions imaginées doivent bien entendu toujours être analysées en relation avec les présents successifs qui les mobilisent, car il s'agit chaque fois d'opérer la réorganisation d'un champ disciplinaire ou de spécialité en donnant aux concurrences savantes une forme d'intelligibilité dont il faut examiner les effets performatifs. L'assertion « école » – qu'il s'agisse de la promouvoir ou de la critiquer – est une stylisation qui est aussi une arme. Ces opérations présentent en outre l'intérêt de mettre en relation un présent à un passé, une série de présents à une série de passés possibles. D'où un autre ensemble de tâches, qui visent à identifier les procédés des reconfigurations d'un passé dont les divers usages peuvent être un analyseur efficace des présents – distincts selon les espaces scientifiques nationaux où un même étiquetage peut circuler (chapitre dans un ouvrage d'hommage à Bourdieu 2004). Par ailleurs, une sollicitation m'a conduit à accepter d'écrire un bref article de dictionnaire intitulé « Sociologie urbaine » en m'efforçant de ne pas tomber dans les travers que je démonte par ailleurs. Redoutable épreuve. Plus récemment, la revue l'*Année sociologique* m'a confié la direction d'un numéro que j'ai intitulé « La ville, catégorie

de l'action » (2008). J'ai voulu en faire une vitrine des différents courants sociologiques qui contribuent aujourd'hui à l'étude de la ville en France et mon introduction propose un point de vue sur ce champ scientifique.

Actuellement, je reprends l'ensemble de mes écrits publiés et en cours d'écriture sur Charles Booth, Maurice Halbwachs et les sociologues de Chicago des années 1920 pour aboutir à un ouvrage d'histoire et sociologie des sciences sur les sociologues et la ville.